

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 3

Artikel: Politique de sécurité grecque [suite]
Autor: Saraftis, Theodore D.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514666>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



International

Politique de sécurité grecque (suite)

Plt Theodore D. Sarafis

521^e bataillon d'infanterie de Marine, Grèce

En 1911 et 1912, deux guerres balkaniques modelèrent l'histoire moderne. Dans la première guerre balkanique, l'Empire ottoman dut faire face à une coalition formée par la Grèce, la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Roumanie. En même temps, selon les dossiers ottomans, il y a trois villes principales en Macédoine :

- Thessalonique avec une population de 250'000 personnes dont 50% était Grecs, 24% des Juifs et les 26% restant de différentes nationalités (Turcs, Valaques, Serbes, Roms et Bulgares).
- Monastiri (actuellement connue comme Bitola dans l'ARYM) avec une population de 200 000 personnes dont 130 000 Grecs, 50 000 Valaques et les 20 000 restants de différentes nationalités.
- Skopje (capitale actuelle de l'ARYM) avec une population de 150 000 à 200 000 personnes dont 40% de Grecs, 10% de Valaques et le 50% restant de différentes nationalités.

La première guerre des Balkans se termina par une défaite turque et la perte de régions ottomanes dans les Balkans. Durant les hostilités, les Grecs libérèrent l'entier de la région de l'Épire (Grèce du Nord-Ouest), la Macédoine orientale jusqu'au lac Prespa (frontière actuelle entre la Grèce et l'ARYM) ainsi que la ville de Thessalonique et la ville de Limnos. Les Serbes conquièrent la région qui couvre actuellement l'ARYM et les Bulgares occupèrent les régions occidentales de la Thrace (qui appartiennent actuellement à la Grèce) et la Macédoine orientale jusqu'à la ville de Thessalonique.

Durant la seconde guerre des Balkans en 1912, la Bulgarie dut faire avec à une coalition formée par la Grèce, la Serbie, la Roumanie et la Turquie. La guerre se termina avec une Bulgarie détruite financièrement qui perd les régions gagnées dans la guerre précédente (une grande partie la Macédoine centrale et orientale et la Thrace). A la fin de cette guerre, un échange de population eut lieu entre la Serbie, la Grèce, la Bulgarie et la Turquie. Ainsi plus de 200 000 Grecs quittèrent la région actuelle d'ARYM pour la Grèce. Dans le même temps, de nombreux Serbes émigrèrent vers la Serbie, tout comme

La Grèce a été fortement impliquée durant les années 1990 dans la «balkanization» de l'ex-Yougoslavie.

des Bulgares vers la Bulgarie. Finalement, suite à des pressions, l'état albanais fut créé. Durant cette période, la région de Paionie – au nord de la Macédoine (actuelle FYROM) fut appelé Vardarska, nom issu de la rivière Vardar. Jusqu'en 1947, la région garda ce nom. Durant les deux guerres mondiales, la Bulgarie combattit aux côtés de l'Axe alors que la Serbie et la Grèce devinrent membres des alliés. La première guerre mondiale se



Le terrain montagneux et les nombreuses îles de l'Égée font de l'hélicoptère d'attaque et de transport une cheville ouvrière des opérations de surveillance et de l'engagement des forces spéciales.

termina avec la Grèce libérant l'entier de la Macédoine des Bulgares et des Turcs. Durant la seconde guerre mondiale, la Bulgarie, en tant que puissance de l'axe, occupa les régions de Vardarska, la Macédoine orientale et la Thrace. En novembre 1944, les forces allemandes et bulgares quittèrent la Grèce. Les Bulgares prirent avec eux les minorités parlant bulgares de Grèce, éliminant leur minorité de ce fait. Néanmoins, ils restèrent en Vardarska où un nombre important de Bulgares immigra. En conséquence, la langue officielle de l'ARYM est un dialecte bulgare qui n'a aucun lien avec le Serbo-croate. De plus, leurs noms sont à consonance bulgare.

Après la seconde guerre mondiale, la Grèce souffrit d'une guerre civile dévastatrice (1944-1949) entre les forces gouvernementales et les guérillas communistes. Les forces gouvernementales furent assistées au début par la Grande-Bretagne puis par les Etats-Unis. Les Communistes étaient soutenus par le régent yougoslave Tito et le dictateur albanais Enver Hoxha. Durant la guerre, les communistes, souffrant de manque de personnel, essayèrent de recruter dans les régions de Macédoine occidentale et de Vardarska. De plus, le leader communiste Nikos Zachariades, signa en 1946 un traité avec Tito lui offrant la région de Macédoine en échange de son soutien. Après un traité, Tito renomma la région de Vardarska en Macédoine. Après les dernières batailles à Grammos et dans les montagnes Vitsi (frontières entre la Grèce, la Yougoslavie et l'Albanie), les communistes furent défaits et un nombre important d'entre eux migrèrent vers des pays communistes (Russie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc.). En fait, le président de l'ARYM, M. Gruevski est d'origine grecque, ses deux parents venant de la région de Florina.

Sous le régime de Tito, il n'y avait pas de tension entre la Grèce et la Yougoslavie par rapport aux minorités slaves et la dispute de nom, malgré l'appellation en 1963 de République socialiste de Macédoine. Mais la guerre civile yougoslave changea cette situation en 1991.

En 1991, la Yougoslavie implosa et fit face à une guerre civile dévastatrice. Un des nouveaux pays fut la région de Vardarska qui fut appelée République de Macédoine et qui adopta immédiatement le signe royal du règne de Philippe II (le soleil de Vergina) comme drapeau et commencèrent à clamer qu'ils sont Macédonien et Philippe II et Alexandre le Grand des Slaves. Cela engendra immédiatement une forte réponse grecque qui tenta de stopper le développement nationaliste de l'ARYM. L'Union européenne, l'OTAN et les Nations-Unies acceptèrent le nouveau sous les initiales ARYM (Ancienne république yougoslave de Macédoine), alors que beaucoup d'autres pays avaient acceptés le terme de République de Macédoine pour leurs relations bilatérales. La Grèce refusa d'accepter qu'un pays puisse prendre un nom contenant le terme de Macédoine.

En 1994, la Grèce imposa un embargo commercial de deux ans à l'ARYM et, en 1995, les deux pays ouvrirent un bureau de liaison à Athènes et à Skopje. Néanmoins, la Grèce n'accepte pas le terme de République de Macédoine et bloque l'utilisation du nom dans les produits, les visas ainsi que dans les documents officiels. Les deux pays sont en négociations depuis 1991, sous



Forces spéciales à l'entraînement.

l'égide des Nations-Unies, pour régler la dispute autour du nom. Depuis lors, chaque blâme l'autre d'inertie dans le règlement de cette dispute.

De plus, l'ARYM commença à imprimer des livres d'école, des guides touristiques, des timbres mettant en scène Thessalonique et clamant son appartenance à la Macédoine et que les Grecs avaient occupé ce territoire. En outre, ils accusèrent la Grèce de violations envers leur minorité au Nord-Ouest de la Grèce (la Grèce n'accepte pas l'existence de la minorité appelée slavo-macédonienne, également non reconnue par l'Union européenne et l'ONU). La propagande de l'ARYM créa ainsi de nouvelles tensions entre les deux pays. En 1995, sous les auspices des Nations-Unies, l'ARYM fut forcée de changer son drapeau et dut arrêter d'utiliser le soleil de Vergina alors que la Grèce accepta de supporter l'entrée de l'ARYM dans les organisations internationales, sous la condition que la Macédoine utilise un nom acceptable pour les deux parties.

Dans les derniers quinze ans, les deux pays firent face à de nombreuses tensions. La propagande de l'ARYM rencontra un certain succès puisque 120 pays acceptèrent le terme de République de Macédoine alors que la Grèce empêche l'entrée de l'ARYM dans l'Union européenne et l'OTAN jusqu'à ce que la situation ne soit réglée à propos du nom. De plus, la Grèce a notifié à l'UE, l'ONU et l'OTAN les faits suivant :

Création de propagande pour occuper la région grecque de Macédoine

Changement de l'histoire avec utilisation d'Alexandre le Grand, Justinien, Cyrille et Méthode

Attaques violentes à l'encontre de citoyens grecs

Durant plusieurs années, le statut de l'ARYM fut renforcé par les Etats-Unis, la Turquie et l'Allemagne. En octobre 2007, le premier ministre grec menacer de veto l'entrée de l'ARYM dans l'OTAN alors que les Etats-Unis et la Turquie échouèrent à soutenir les positions de la Macédoine. Cela fut un grand échec pour Skopje. Les mois suivants furent marqués par la colère et plusieurs attaques à l'encontre de citoyens grecs visitant l'ARYM. En réaction, la Grèce imposa des règles commerciales strictes. Le premier ministre macédonien accentua les provocations ce qui amena la Grèce, en 2010, à lister l'ARYM sur une liste de partenaires commerciaux non coopératifs imposant des taxes supplémentaires sur

les produits macédoniens. En outre, le Ministère des finances mit en place des encouragements à l'intention des 1200 entreprises grecques opérationnelles en ARYM pour qu'elles retournent en Grèce.

Les actions prises dans les 4 dernières années, en addition aux problèmes internes entre les slavo-macédoniens et les Albanais, ainsi que l'économie en ralentissement (l'ARYM souffre de plus de 35% de chômage) laissa les gens sceptiques. De plus en plus, ils s'opposent à la propagande de Gruevski et au nationalisme et de nombreux professeurs d'université en ARYM clament qu'ils sont Slaves et non Grecs et Macédoniens et blâment Gruevski pour avoir créé des tensions avec la Grèce. De manière similaire, la stratégie de Gruevski créa des problèmes dans les relations bilatérales entre l'ARYM et la Serbie et la Bulgarie. En 2009, l'ARYM reconnut le Kosovo comme état indépendant, entraînant de grandes tensions avec la Serbie. Elle tenta aussi de contrefaire l'histoire bulgare (comme pour l'histoire grecque) ce qui amena les deux pays à une confrontation. Il ne faut pas surfaire les disputes avec l'Albanie qui souleva des problèmes vis-à-vis de la population albanaise vivant en ARYM et qui compose 23% de la population, alors qu'elle demande son indépendance et 35% du territoire du pays. Également à cause des tensions avec la Bulgarie, des tensions se firent jour avec cette minorité qui réclama 20% du territoire de l'ARYM. Dues à ces raisons mentionnées plus haut, de nombreux Slavo-macédoniens se sont opposés à la politique de Gruevskiet de nombreuses voix se firent jour pour une coopération et un accord mutuel avec la Grèce. Néanmoins, les services secrets de l'ARYM, avec la coopération des USA (via la CIA) organisèrent un mouvement pro-slave en Grèce du Nord, appelé RAINBOW dont le but est de promouvoir les droits de la minorité appelé macédonienne et dans le même temps, la propagande macédonienne. Ils sont également d'espionnage pro-ARYM. Son pouvoir en matière de personnel se monte à environ 3000 personnes.

La dispute turque

Depuis l'indépendance de l'empire ottoman, en 1828, la Grèce a mené 5 guerres et 10 conflits avec la Turquie. Le dernier conflit majeur s'est déroulé en 1974 due à l'invasion turque à Chypre. Après l'invasion de l'île, la Turquie commença des provocations contre la Grèce et une dénégation des eaux territoriales grecques. Depuis 1974 et dues à ces allégations, la Grèce et la Turquie furent proches de la guerre à 8 reprises :

La crise du Sismik, en mars 1987, amena la Turquie à rechercher de manière illégale du pétrole dans les îles grecques de l'Égée. La Turquie se retira quand le premier ministre grec ordonna à la marine grecque de couler le Sismik dès qu'il entre dans les eaux territoriales.

A l'été 1993, après le meurtre de deux Chypriotes (Tasos Issak et Solomontas Solomou). Un nombre important de combat tournoyant se déroula et, en 2008, le chef d'état-major turque déclara que la force aérienne hellénique avait abattu 5 appareils turcs.

En janvier-février 1996 avec la création de zones grises dans le sud-est de la mer Égée. Durant ce conflit, un hélicoptère de la marine grecque fut abattu par des

commandos turcs, tuant ses trois membres d'équipage. La crise fut dissipée suite à une intervention américaine. En septembre 1996, durant un combat tournoyant sur les Cyclades, dans l'Égée centrale, un Mirage 2000 grec, piloté par la capitaine Athanasios Grivas, abbatit un F-16 turc tuant un pilote et blessant l'autre. La crise fut stoppée par des moyens diplomatiques.

En mai 2006, quand un combat tournoyant sur les Karpathos entraîna une collision entre un avion grec et turc. Le pilote grec, le capitaine Costas Iliakis perdit la vie. Durant les opérations de secours, le pilote turque menaça d'un pistolet l'équipe de secours grecque alors qu'un hélicoptère de l'armée de l'air turque tentait d'abattre l'hélicoptère de secours grec. La crise fut également résolue par des moyens diplomatiques.

Entre décembre 2008 et janvier 2009, la Turquie créa une crise avec la Grèce concernant sa domination sur les îles grecques de Kalolimnos, Farmakonisi et Agathonisi. Celle-ci fut résolue quand les plans turcs d'invasion furent publiés par les services de renseignements hellènes et aussi étant donné la haute mobilisation des forces armées grecques.

En mai 2009, une autre crise pour le contrôle des mêmes îles débuta quand la Turquie fut proche de les envahir. Les actions préalables des services de renseignements grecs couplées, comme lors de la crise précédente, à une haute mobilisation des forces armées mirent fin à la crise. En septembre-octobre 2001, les forces grecques furent à nouveau mobilisées suite à des provocations turques contre la souveraineté de la Grèce et de Chypre et la menace turque d'attaquer des plates-formes de recherche pétrolière à Chypre ainsi que l'île grecque de Kastelorizo. La situation fut partiellement réglée au niveau diplomatique mais les forces hellènes restent toujours actuellement en alerte.

Les principales raisons de conflits entre la Grèce et la Turquie sont les suivantes :

- Les eaux territoriales grecques et la FIR dans l'Égée. Depuis la fin des années 1970, on rapporte la présence de larges réserves de pétrole dans la Mer Égée. Au début des années 1980, la Turquie commença à réclamer la souveraineté sur certains territoires, en dépit des traités signés entre la Grèce, la Turquie et l'Italie à Lausanne en 1922. De plus, la Turquie n'accepte par le traité de la Jamaïque sur les eaux territoriales, qui accorde 12 milles nautiques d'eaux territoriales à chaque pays. En mars 1987, la première provocation majeure eut lieu quand le bateau de recherche turc Sismik tenta d'entrer dans les eaux territoriales grecques. Depuis lors, il y eut de nombreuses crises à cause de ce problème, alors que la Turquie menaça la Grèce d'un casus belli si elle agrandissait son contrôle des eaux territoriales de 6 à 12 milles nautiques, selon la convention de la Jamaïque. Plus récemment, entre septembre et octobre 2011, quand la Grèce et Chypre annoncèrent des recherches dans la mer Égée, la Turquie augmenta ses provocations et menaça une fois de plus la Grèce de guerre. Malheureusement, et malgré son appartenance à l'OTAN et à l'Union européenne, personne ne supporta la Grèce, au contraire de la Turquie, supportée par la Suède, l'Italie et le Royaume-Uni.
- La minorité musulmane en Thrace occidentale. En 1922,

le traité de Lausanne fut signé entre la Grèce et la Turquie et fixa un échange de population. Ainsi 1,5 millions de Grecs quittèrent l'Asie mineure pour la Grèce ; 250'000 turcs rentrèrent en Turquie. Selon le traité, aucun des deux pays ne reconnaît ces minorités respectives en tant que minorité ethnique, mais seulement en tant que minorité religieuse. En conséquence, les Grecs vivant en Turquie ne sont pas reconnus comme Grecs mais comme citoyens turcs de confession chrétienne. En Grèce, une large minorité musulmane d'environ 150'000 âmes vit en Thrace occidentale (dans les zones de Xanthi et Rhodopi). Depuis 1960, ils ont été abandonnés par le gouvernement grec et considérés comme hostiles. Ils furent privés de leurs droits à l'éducation, à la santé et à la liberté de parole. Ce développement déplorable fut levé en 1993 et les musulmans actuels disposent à nouveau de ces droits ainsi que d'opportunités de travail. Malgré cela, le service de renseignements turc (MIT) fut relativement actif durant ces trente années et organisa des noyaux de fanatiques qui se réclament de la nation turque et qui envisagent la création d'un état souverain musulman de Thrace occidentale, de manière similaire à ce qu'il s'est passé au Kosovo en 1999. Spécifiquement durant les 5 dernières années, la propagande turque fut active, avec le consulat turc de Komotini fournissant 17 millions d'Euro pour soutenir ce mouvement. Actuellement une série de tensions entre musulmans et chrétiens marque la région, également entre les musulmans entre eux qui se séparent entre pro-Grecs et pro-Turcs et ethniquement entre les personnes d'origine turque et les Pomaks. Le noyau dur de personnes soutenant l'indépendance est estimée à 3'500. La Turquie clame une minorité qui est contre le traité de Lausanne, alors que la Grèce la reconnaît comme minorité religieuse, en tant que citoyens grecs

de confession islamique. Certains craignent que cette situation connaisse une escalade similaire à la situation au Kosovo et se termine en bain de sang. En réponse, les services de renseignements grecs, en collaboration avec la police et l'armée, sont très actifs dans la région. Bien entendu, inutile de préciser que l'Union européenne n'a rien fait pour supporter la Grèce.

La dispute autour de Chypre, qui sera analysée plus loin. Les violations des droits de l'homme à l'encontre des citoyens turcs d'origine turque et les assauts et les discriminations contre le Patriarcat orthodoxe d'Istanbul. En 1955, le premier ministre turc Menderes, dans le but de recevoir du soutien populaire, supporta l'organisation d'une campagne haineuse contre les Grecs à Istanbul. En septembre 1955, plusieurs Turcs attaquèrent leurs voisins Grecs, détruisant les propriétés, violant des femmes et assassinant des personnes (entre 13 et 50 selon les sources). Ce pogrom fit fuir de nombreux Grecs vers leur mère-patrie. En 1955, 250'000 Grecs résidaient à Istanbul, en 1956, seuls 2'500 y demeuraient encore.

Depuis lors, le gouvernement turc, et spécialement l'organisation internationale Loups gris, ont reconduit de nombreuses attaques contre les Grecs. Beaucoup d'églises et de cimetières ont été détruits et de nombreux assassinats se sont produits. De plus, le Patriarcat fut attaqué à plusieurs reprises et des menaces et des attaques à l'encontre du Patriarche lui-même sont à relever. La plus significative reste la fermeture de l'école théologique Halki en 1971, malgré les traités garantissant les droits humains et de religion. Depuis lors, cette école reste fermée.

La Grèce accusa à de nombreuses reprises la Turquie pour la violation de droits humains et des provocations contre le Patriarcat d'Istanbul.



Le prétendu soutien des Grecs pour les combattants du PKK. Depuis le début des années 1980, la Turquie accuse la Grèce de supporter par l'envoi de fonds et de l'entraînement le parti de guérilla kurde du PKK. Ces allégations ont été encore renforcées par la mort d'un Chypriote nationaliste au Kurdistan, ancien officier de réserve et qui combattait de manière volontaire aux côtés des Kurdes. La Turquie alla même jusqu'à accuser la Grèce d'accueillir sur son sol des camps d'entraînement pour les troupes Kurdes et d'envoyer au Kurdistan des fonds et des officiers des forces spéciales pour entraîner et commander les unités kurdes. Ces accusations ne purent jamais être prouvées par des documents et aucun pays ne supporta la Turquie à ce sujet. En 1999, quand le leader kurde Abdullah Ocalan fut arrêté par des commandos turcs à l'ambassade grecque de Nairobi, Ankara remit ces accusations sur la table. Il fut prouvé que la Grèce avait fourni l'asile à Ocalan et lui avait permis de rester à Athènes dans une maison de sécurité des services de renseignements et fut ensuite déplacé à Nairobi. L'arrestation d'Ocalan créa une grande crise politique en Grèce et le pays fut condamné par les USA et l'Union européenne. Encore aujourd'hui, la Turquie maintient ses accusations concernant le support grec au PKK. L'immigration illégale arrivant en Grèce depuis la Turquie et le support des militaires turcs ainsi que de son administration au trafic humain seront analysés plus loin.

La dispute albanaise

Avec l'Albanie, il y a trois disputes principales : le problème de la minorité grecque en Albanie, deuxièmement la dispute autour de la Tsamouria et finalement le problème de la mafia albanaise.

Quand l'Albanie fut créée (après la seconde guerre balkanique), cela se fit en partie sur des territoires où de nombreux Grecs vivaient. Cela est encore le cas en Albanie du Sud où 60% de la population est grecque. Sous le régime Hoxha, les Grecs furent chassés, leurs écoles et leurs églises fermées. En 1990, avec la chute du régime Hoxha, de nombreux Albanais (spécifiquement ceux avec une origine grecque) migrèrent vers la Grèce rendant le problème des minorités connus aux yeux du public. Au milieu des années 90, la Grèce usa de pressions diplomatiques à l'encontre de l'Albanie pour les Grecs vivant dans le pays. Malheureusement, ni les Nations-Unies, ni l'Union européenne ne supportèrent la Grèce, malgré les preuves fournies. Actuellement les tensions demeurent, surtout depuis l'été 2011 où un Albanais assassina un Grec à Koritsa uniquement parce qu'il parlait grec, et depuis octobre 2011 où les Grecs firent l'objet de pressions pour ne pas mentionner leurs origines. Actuellement les Grecs forment 17% de la population totale d'Albanie.

Jusqu'en 1943, une minorité albanaise vivait en Epire, dans les régions de Thesprotia et Arta, appelée la Tsamouria. Les personnes y vivant portaient le nom de Tsame. Durant la Seconde Guerre mondiale, ces Tsame conduisirent une guérilla pour les armées allemande et italienne, ce qui engendra leur renvoi par les Grecs. Entre 1941 et 1943, ils coopérèrent avec l'occupant italien puis

allemand et furent responsables de la chasse contre la résistance grecque ainsi que de nombreuses atrocités dans les villages. A la fin 1943 et durant 1944, le groupe de résistance de droite EDES chassa les Tsame et les forcèrent à trouver refuge en Albanie. Quelques-uns restèrent néanmoins et combattirent avec les communistes durant la guerre civile grecque (1945-49). Après la guerre, les Tsame restant quittèrent le pays. Au total, de 100'000 à 350'000 Tsame (selon les sources) furent expulsés vers l'Albanie. A la fin des années 1990, l'idée de grande Albanie fut créée, une Albanie qui inclut l'Albanie actuelle, l'Epire grecque dans son entier, 35% de l'ARYM, le Kosovo ainsi qu'une partie du Monténégro. Après le support de l'OTAN aux Albanais du Kosovo et la reconnaissance ultérieure de la souveraineté du Kosovo, l'Albanie remit le problème de la Tsamouria sur la table, créant l'armée de libération de la Tsamouria (UCC), similaire à l'UCK qui agit à Kosovo. En 2004-2006, certaines attaques terroristes en Grèce du nord furent attribuées à l'UCC, de même que certaines caches d'armes furent découvertes et des espions albanais arrêtés. Beaucoup craignent que l'Albanie commence une guerre similaire à celle du Kosovo en 1999 et en ARYM en 2011. Néanmoins, les services de renseignements hellènes (NIS), l'armée et la police grecques sont restés dans un haut état d'alerte durant les dernières années.

Le dernier problème avec l'Albanie réside dans les activités de la mafia albanaise. Le premier incident se produit en 1990, quand plus de 800'000 Albanais émigrèrent vers la Grèce, pour certains d'ex-prisonniers. Le taux de crime augmenta soudainement de plus de 200%. Depuis lors, les gangs les plus nombreux et couverts de sang sont composés d'Albanais. Aussi en 1996-97, il y eut de nombreux incidents en Grèce du nord-ouest quand des Albanais attaquèrent des Grecs, tirant sur les maisons et kidnappant des gens. A la fin 1996 un officier des garde-côtes fut abattu par des criminels Albanais à Corfou. Sur ordre du gouvernement, l'armée et la marine hellènes envoyèrent des forces spéciales pour patrouiller les frontières et attaquer les barons de la mafia albanaise, même à l'intérieur de l'Albanie. Au début 1997, pour la seule Corfou, il se passait chaque nuit au minimum deux échanges de tir entre les criminels albanais et les garde-côtes ou les forces spéciales de la marine grecs. Le problème fut résolu en 1997 et les attaques cessèrent. Malgré cela, les Albanais clamèrent que durant ce conflit, plus de 1'000 Albanais perdirent la vie et accusèrent la Grèce d'opérations militaires à l'intérieur de leur territoire. Même si certaines attaques dans le nord-ouest sont attribuées à l'UCC par la police et les services de renseignements, la mafia albanaise demeure la plus forte en Europe et est responsable de 80% du trafic de drogue en Europe, amène des narcotiques en Grèce et est responsable d'échange de tir à une cadence hebdomadaire avec les garde-frontières grecs. Cette dispute est toujours un sujet de tensions entre les deux pays.

Immigration illégale

A la fin des années 70 et au début des années 80, la Grèce reçut un grand nombre de réfugiés politiques depuis le Nigéria, l'Ethiopie et la Palestine ainsi que depuis les pays

du bloc de l'est (Russes, Polonais, Roumains, etc.). Ces ethnies ne créèrent jamais un problème de sécurité et s'intégrèrent complètement à la société hellène.

Dans les années 1990, une nouvelle vague d'immigrants arriva en Grèce, principalement depuis l'Albanie (presque 800'000), depuis la Yougoslavie (principalement des Serbes) ainsi que depuis la Bulgarie et la Roumanie. Au début, quelques Serbes étaient mendiants et quelques-uns commirent des larcins, mais ils ne causèrent aucun problème de sécurité et firent bientôt parti de la société grecque, tout comme la majorité des Albanais, Bulgares et Roumains. Malgré cela, parmi les immigrés, de nombreux mafieux d'Albanie et de Bulgarie étaient présents et de nombreux Roumains commencèrent à voler à trafiquer de la drogue. Les Albanais et les Bulgares se concurrencèrent dans le trafic de drogue et d'humains. Les Albanais gardaient le monopole sur le trafic d'armes illégal et les Bulgares celui sur les contrefaçons. Ces minorités augmentèrent le taux de criminalité et changèrent le mode opératoire des criminels en Grèce, introduisant la violence gratuite et les attaques à l'arme lourde. Avec le temps, la mafia albanaise força la mafia bulgare à quitter le pays. Et malgré le fait que la majorité des gens se soit intégrée, la mafia albanaise demeure fortement responsable du trafic de drogues et d'humains, de la contrebande des armes et finalement de la prostitution.

Depuis 2000, dues aux guerres et à la pauvreté en Ex-Union soviétique, en Asie et en Afrique, une large vague d'immigration illégale arriva en Grèce, ce qui créa une immense charge à la société à son économie.

Depuis l'Ex-Union soviétique (principalement Russes, Biélorusse et Ukrainiens), nous avons une immigration de plus de 50'000 personnes, principalement des femmes. Ces personnes arrivent à pied, depuis les monts enneigés bordant la Grèce et la Bulgarie, durant l'hiver, afin de minimiser leur possible détection par la police des frontières. Chaque année, lorsque les neiges fondent, la montagne rejette une moyenne de 100 cadavres d'immigrants, mort d'hypothermie et de gelures. Depuis que la Bulgarie est entrée dans l'Union européenne, des contrôles plus stricts ont été imposés à la frontière, réduisant le phénomène. Comme déjà mentionné, la majorité des migrants sont des femmes. Certaines, les plus chanceuses, vont travailler comme femme de ménage ou baby sitters. Mais une grande majorité sera exploitée et travaillera comme prostituées et danseuses dans les bars et les clubs. Seulement en 2010, la police fut à même de libérer environ 120 femmes exploitées et forcées de travailler dans l'industrie du sexe.

Le plus grand problème se pose néanmoins avec l'immigration illégale venant depuis l'Asie (principalement Pakistan, Inde, Bangladesh et Irak) et l'Afrique (principalement Somalie et Soudan). Ces immigrants commencèrent à arriver en Grèce, via la Turquie, dès 1993 en grand nombre. En raison des jeux olympiques d'Athènes en 2004 et la sécurité resserrée, les nombres d'entrant fut bas et un grand nombre arrêté par la police, les garde-côtes, la marine et l'armée. Chaque année,

approximativement 5'000 à 6'000 immigrants, dont 80 à 85% sont attrapés par les autorités, essaient d'entrer en Grèce pour ensuite rejoindre l'Europe centrale.

Un grand point tournant se déroula en 2005, quand le parlement européen et plusieurs pays membres, en collaboration avec Amnesty International et les Nations-Unies, montrèrent la Grèce du doigt pour le contrôle strict qu'elle imposait aux frontières, la mauvaise qualité des camps de concentration et finalement pour le fait de forcer les immigrants illégaux de quitter le pays sans leur accorder l'asile. De plus, l'Union européenne blâma la Grèce car elle construisait un mur sur sa frontière avec la Turquie. Les contrôles devinrent ainsi plus élastiques ce qui engendra une augmentation des flux d'immigrants illégaux vers la Grèce. Chaque mois ce sont environ 5'000 personnes qui franchissent la frontière gréco-turque. La majorité des immigrants reçoivent un asile de plusieurs de l'Union européenne et la plupart se rendront en Italie, Allemagne, Autriche, Pays-Bas, etc... Actuellement environ 1 million de migrants illégaux (surtout du Pakistan et de la Somalie) vivent en Grèce, ce qui forme 10 % de la population résidant dans le pays.

En contraste avec les immigrants illégaux d'Europe orientale, ceux de l'Afrique et de l'Asie ont causé de sérieux problèmes socio-économiques en Grèce. Premièrement et pour la première fois, des zones autour d'Athènes et de Patras se sont transformées en ghetto, où les immigrants dans des conditions du tiers-monde. Les crimes y sont légion : la criminalité en ce qui concerne les homicides, les vols et les délits sexuels ont augmenté de plus de 700% dans les 5 dernières années. La majorité des immigrants illégaux dans les grandes villes sont actifs dans la prostitution illégale et le trafic de drogue, alors qu'une grande partie des crimes est due à la guerre interne qu'ils se livrent. Selon la police hellène, chaque jour à Athènes se déroule un homicide et un kidnapping entre Pakistanais, Somaliens et Irakiens. L'insécurité a ainsi augmenté en Grèce, et dans certaines zones des comités de vigilance et des patrouilles de citoyens coopèrent avec la police grecque.

Un autre problème est formé par les difficultés économiques. Beaucoup travaille sans assurance alors

Revue des forces spéciales.



qu'ils peuvent, selon la législation de l'Union européenne, avoir recours aux hôpitaux publics sans payer. Cela créé en Grèce un large déficit dans les secteurs social et de la santé. Actuellement, le gouvernement grec, malgré les objections de l'Union européenne, d'Amnesty International et des Nations-Unies, a imposé le paiement à chaque immigrant illégal pour une consultation médicale et applique des règles de contrôle strictes dans les milieux économiques qui autorisent les immigrants illégaux de travailler sans assurance.

Le domaine de la santé publique est problématique en Grèce. La majorité des immigrants illégaux d'Asie et d'Afrique n'a jamais été vaccinée ou pris des précautions en matière d'hygiène. Après 50 ans, la tuberculose est réapparue dans l'Union européenne et le nombre de victime du SIDA a augmenté de 250% dans les 5 dernières années. Le ministère de la santé a ainsi décidé en 2011 de déporter tous les immigrants illégaux souffrant du HIV ou de la tuberculose. Il est intéressant de noter qu'à nouveau, l'Union européenne, les Nations-Unies et Amnesty International ont condamné la Grèce.

Le dernier problème, et non des moindre, se pose sur la sécurité du pays dans son ensemble. Il faut tout d'abord se demander comment ses immigrants arrivent en Grèce. Les immigrants paie 5'000 \$ leur passage aux trafiquants. Cette somme est bien naturellement astronomique pour des pays où le salaire mensuel avoisine les 1 à 2 \$. Mais l'accord se fait autour de l'opium. Les immigrants arrivent à pied dans le nord-ouest de l'Iraq, avec de larges sacs remplis d'opium. Puis, ils traversent les montagnes du Kurdistan à pied, où bon nombre laisse la vie par suite d'hypothermie et de gelures. Une fois entrés en Turquie, ils livrent l'opium afin qu'elle soit transformée en héroïne en Turquie ou en ARYM. En Turquie, ils sont conduits dans des camps de concentration qui appartiennent à l'armée turque. Il y a 5 camps de la sorte : à l'extérieur d'Ankara, Izmir, à l'extérieur d'Attalya, Kessan et enfin un proche de Bodrum. De plus, les zones dans lesquelles ils sont concentrés pour embarquer vers l'Union européenne sont : Ayvalik, Izmir, Kusadasi, Foca, Alacati, Sigacik, Didim, Bodrum et Marmaris.

En 2008, le gouvernement hellène informa, avec des documents à l'appui, l'Union européenne, l'OTAN, les Nations-Unies et Amnesty International de l'existence de ces camps. Il est intéressant et triste de noter qu'aucune de ces entités ne fit quoi que ce soit à l'encontre la Turquie. Dans ces camps, les immigrants doivent encore payer une taxe de 5'000 à 10'000 \$ pour leur passage en Europe. Les immigrants qui désirent passer par la frontière terrestre en Thrace, paient leur taxe en passant de l'opium et de l'héroïne à destination du marché grec ou pour les ateliers de transformation en ARYM, au Kosovo et en Albanie. Les immigrants illégaux qui veulent entrer en Grèce ou dans l'Union européenne par la mer devront travailler au profit des trafiquants comme dealers, mendiants ou comme prostituées pour les femmes. A cause des contrôles menés par les garde-côtes et la marine grecs, beaucoup sont envoyé sur de petites embarcations lors de mauvaises conditions météorologiques. Ainsi environ 2'000 cadavres

sont repêchés chaque année sur les côtes grecques. Les immigrants qui sont désignés comme mendiants et à qui ne sont pas handicapés par les gelures, sont mutilés ou brûlés par les trafiquants dans le but de créer une plus grande sympathie des Européens et collecter ainsi plus d'argent par la mendicité. Ces immigrants travaillent en Europe comme des esclaves, ne recevant qu'un repas par jour et aucun salaire pour leur travail. Certains sont exécutés une fois leur travail terminé ou lorsqu'ils posent problème. Ce nouveau type d'esclavage se retrouve dans l'entier de l'UE. Malheureusement, en 2010, lorsque la Grèce et l'Italie amenèrent ce problème sur la table du Conseil de l'UE, l'Union ne prit aucune position et aucune mesure contre ce phénomène.

Néanmoins, le mouvement et les conditions que les immigrants rencontrent ne causent pas les plus grands problèmes au pays d'accueil en regard au problème de la sécurité des frontières. Les trafiquants de Turquie vers la Grèce sont parfois des militaires turcs (armée et marine) ou des agences officielles (essentiellement la police d'état et les garde-côtes). Jusqu'à maintenant, 85% des trafiquants arrêtés en Grèce sont de nationalité turque et 90% de ceux-ci membre soit de l'armée ou d'une agence officielle. De plus, des preuves existent qui attestent que des immigrants furent transportés sur des navires officiels des garde-côtes turcs vers la Grèce. Le cas le plus connu s'est déroulé en mars 2009 quand des membres des garde-côtes et des forces spéciales grecques (1^{er} escadron de commando amphibie) arrêterent 17 immigrants illégaux sur l'île de Kos alors qu'ils descendaient d'un navire des garde-côtes turc. Tous les immigrants ainsi que 5 membres des garde-côtes turcs furent arrêtés et le navire capturé. Un autre cas se déroula en septembre 2011 sur la rivière Evros quand une patrouille frontalière grecque, accompagnée d'un officier allemand de Frontex, arrêterent des immigrants tentant d'entrer en Grèce depuis la Turquie (zone proche de Orestiada-Edirne). Dans le but de les décourager, ils crièrent et tirèrent en l'air. Toutefois, les trafiquants, armés d'armes d'assaut, tirèrent sur les gardes. En l'espace de 10 minutes, une section de l'armée turque, accompagnée de deux véhicules de transport de troupe blindé et un camion arriva et assura un feu de couverture jusqu'à ce que les immigrants et les trafiquants embarquent dans le camion et quitte l'emplacement. L'entier de l'incident fut enregistré via la caméra de l'officier allemand et montré à la télévision. Le film fut également envoyé aux Nations-Unies et au Parlement européen.

De plus, si l'on croit les rapports du service de renseignement hellénique, du Mossad, des partis politiques kurdes et de plusieurs organisations des droits humains, l'unité de police contre-terroriste étatique de Turquie (Jandarma Jitem) apporte sa protection aux cercles liés aux narcotrafics et aux trafics humains à l'intérieur de la Turquie, démontrant ainsi l'implication du gouvernement turc. Selon les rapports de la police turque, le trafic humain rapporte en Turquie 8 milliards \$ par an, contre 6 pour les narcotrafics. Par voyage, un trafiquant d'être humain peut ainsi gagner entre 45'000 et 75'000 USD.

Malheureusement, lors des deux incidents (îles de Kos et rivière Evros), et malgré les preuves évidentes de l'implication du gouvernement turc, pas un seul pays européen ou une organisation internationale ne daigna condamner la Turquie.

La majorité des trafiquants ne le sont pas pour augmenter leurs revenus, mais aussi pour contrôler les mesures de sécurité des forces armées hellènes, le temps de réaction et aussi le positionnement des maisons de garde, des patrouilles, des champs de mine. Donc, dans les îles, il débarque rarement des immigrants deux fois aux mêmes endroits. De plus, dans les terres, ils tentent de les envoyer dans différentes zones afin de voir où se situent les champs de mines. En conséquence, chaque année, 160 à 200 immigrants illégaux perdent leur vie dans les champs de mines grecques, victime des renseignements et de l'armée turque. La Turquie cherche donc à acquérir des informations concernant les défenses grecs avec peut-être comme but une invasion future.

En 2004, 2006 et 2010, la Turquie a signé un traité avec l'Union européenne pour recevoir tous les immigrants illégaux entrant dans l'UE par la Turquie. Malgré cela, ils n'acceptent que de petits nombres d'entre eux. En 2010, plus de 60 000 immigrants illégaux entrèrent dans l'UE depuis la Turquie, qui n'en reçu qu'à peine 2' 000 en retour.

Il est intéressant de rappeler que, dans les années 1980, le Premier ministre turc, Turkut Ozal, déclara que, dans le futur, la Turquie pourrait occuper l'Europe, non par la guerre mais par le grand nombre de Musulmans immigrants illégaux.

La dispute de Chypre

Dans les années 1950, un mouvement pour l'indépendance de Chypre de l'influence britannique commença dans l'île. A ce moment, elle était peuplée de 68% de Grecs, 30% de Turcs et 2-3% de Britanniques. Les Chypriotes grecs, sous le colonel George Grivas, s'organisèrent au sein de l'EOKA qui commença une lutte armée contre les Anglais. Les Chypriotes turcs, dirigés par l'avocat Rauf Denktaş, s'étaient organisés avec une petite organisation, appelée Taksim et qui ne prit aucune part active dans l'indépendance de l'île qui commença en 1955.

En 1959, Chypre fut libéré et il devint un état souverain en 1960 avec trois puissances protectrices : la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne. Ces trois pays devaient protéger Chypre d'une force externe qui tenterait d'atteindre à la souveraineté de Chypre. De plus, le nouveau gouvernement et l'organisation du secteur public était basé sur un mélange de population. Donc 70% des employés publics et du gouvernement étaient Grecs et 30% Turcs. Les langues officielles du nouvel état étaient le Grec et le Chypriote. Durant les négociations de Zürich, en 1957, et de Londres, en 1960, la Grèce supporta le mouvement EOKA et promeut l'idée d'un état chypriote souverain. En plus, le roi Paul de Grèce, tout comme son père George II, suggéra une union entre la Grèce et Chypre dans un état commun (Enosis).

Le premier président de Chypre fut l'archevêque Makarios III, un leader religieux, qui soutenait au début l'idée d'une union entre la Grèce et Chypre ainsi que nouvel état commun entre les Grecs et les Turcs chypriotes. Néanmoins, Makarios changea beaucoup avec le temps et s'opposa à cette union. Il commença à violer les droits des Chypriotes turcs donnés par le traité de Zürich (1960). En 1963, il fit voter une série d'amendements constitutionnels qui éliminaient certaines dispositions et droits en faveur des Chypriotes turcs. Cela déboucha sur des troubles civils et, en décembre 1963, c'était la confrontation armée. Les membres turcs du parlement furent exclus du gouvernement et les Turcs commencèrent à se rassembler dans des zones ethniques où seuls les Turcs pouvaient entrer. La Turquie supporta les Chypriotes turcs et l'idée d'un état chypriote turc séparé apparut. Durant ces émeutes, le gouvernement grec désavoua fortement Makarios et tenta de prévenir d'autres bains de sang.

En 1963 Makarios organisa les corps Efedriko (réserve) qui se comportaient comme ses unités de protection personnelle, à l'image de la SS allemande. Efedriko était bien équipé et ses membres avaient fait serment de fidélité à Makarios. En 1963, Makarios cessa tous pourparlers avec la Grèce et les Nations-Unies concernant une union entre les deux pays.

Pour les 10 années suivantes (1964-1974), une haute tension régnait entre les Grecs et les Chypriotes turcs. Selon des officiers de l'armée grecque et des membres des Nations-Unies, il y eut de nombreux incidents où des membres d'Efedriko attaquèrent des villages turcs et commirent beaucoup d'atrocités comme meurtres, viols ou pillages. Ce phénomène amena le gouvernement turc à voter en faveur d'une intervention à Chypre, alors que le gouvernement grec réclamait la fin des hostilités entre les Grecs et les Chypriotes turcs. En 1964, la Grèce et la Turquie étaient au bord de la guerre à cause de Chypre et celle-ci fut évitée grâce aux efforts du premier ministre Constantinos Karamanlis. A ce moment-là, la Grèce envoya de manière furtive une brigade sur l'île (Brigade Menelaus) en vue de la protéger d'une invasion turque imminente.

En 1967, un coup d'état militaire prit le pouvoir en Grèce. Avec la dictature en Grèce, Makarios ne devint pas hostile qu'aux Chypriotes turcs mais aussi aux officiers grecs stationnés sur l'île et à la garde nationale (l'armée chypriote). En 1967, les atrocités contre les Chypriotes turcs atteignirent un nouveau pic et des attaques et de la propagande contre les officiers grecs commencèrent. Fin 1967, la Turquie était ainsi fin prête à lancer une invasion vers Chypre ainsi qu'une autre guerre contre la Grèce. Par des moyens diplomatiques, la crise fut résolue entre les deux pays et la brigade Menelaus fut retirée de l'île. Mais Makarios continua ses agissements. L'agence de renseignements grecs organisa, en 1968, une tentative d'assassinat qui échoua et les atrocités augmentèrent encore pour les 6 ans qui suivirent.

Au début de 1974, Makarios commença à extradier des officiers grecs et à désarmer la garde nationale. Au début

juillet, il arrêta presque tous les officiers grecs et ses hommes en assassinèrent deux. Le 15 juillet, un coup d'état, organisé par les services de renseignements grecs, cherchant à remplacer Makarios pour ramener de la stabilité dans l'île, fut mené avec succès. Néanmoins, le 20 juillet, la Turquie envahit l'île et en occupa 37%. Elle y créa le nouvel état de la République nord chypriote turque, qui n'a été reconnue que par la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Depuis 1974 la Turquie et Chypre sont hostiles, alors que la Grèce agit la plupart du temps comme intermédiaire. Les principales disputes entre la Grèce et la Turquie concernant Chypre sont les suivantes :

Le retrait des forces turques du nord de Chypre et l'unification de l'île basée sur l'amendement des Nations-Unie. Selon le traité de Zürich, l'invasion turque était justifiée. Car les jours après le coup d'état, Makarios clama que la Grèce attaquait Chypre. Cela fournissait automatiquement une raison légitime à la Turquie pour une invasion. Néanmoins l'occupation est contre le traité de Zürich, la rendant illégale selon les lois internationales. La Grèce demande à la Turquie de les suivre et de se retirer de l'île, alors qu'elle promeut la réunification de l'île, surtout maintenant qu'elle appartient à l'Union européenne. Mais la Turquie ne refuse pas seulement de se retirer, mais au contraire menace l'existence de Chypre et l'Union européenne, spécialement alors que Chypre va en reprendre la présidence en juillet 2012.

La libération des 1160 prisonniers restant depuis la guerre de 1974. Durant l'invasion turque, les forces turques prirent plus de 16 000 prisonniers de guerre (POW), pour certains des civils. Entre 1974 et 1976, la majorité fut libérée, sauf 1 600. Tous les POW furent enregistrés par la Croix-Rouge et les Nations-Unies et il existe de nombreuses photographies, prises par les Turques et des reporters étrangers, prouvant leur arrestation. Il est intéressant de mentionner que durant les 10 ans de guerre au Vietnam, les troupes US eurent 470 POW, les Soviétique 160 durant les 9 ans de guerre en Afghanistan. La Turquie, elle, pendant 20 jours de guerre, fit 16 000 prisonniers dont 1 600 ne revinrent jamais. Depuis la fin des années 1970, beaucoup de corps de POW manquant sont apparus. Jusqu'à maintenant, 440 MIA ou POW manquant ont été trouvés morts, la plupart exécutés, réduisant ainsi le nombre de POW manquant à 1160. Au milieu des années 1980, en 1990 et au milieu des années 1990, les services de renseignements grecs trouvèrent environ 350 des POW manquant dans les prisons turques à Antalya en Anatolie et à Ankara. Il y eut même deux tentatives pour libérer certains d'entre eux, qui échouèrent malheureusement. De plus, il y a eu des rapports attestant l'existence des POW issus du Mossad, des Kurdes, des organisations des droits humains ainsi que de témoins oculaires. Malgré les efforts des gouvernements grecs et chypriotes, les Nations-Unies et Amnesty International n'ont jamais pris aucune mesure contre cet état de fait.

La condamnation des soldats turcs responsables d'atrocités durant l'invasion turque de 1974. Selon les conventions de Genève, chaque personne portant un uniforme militaire de son pays et qui est capturé par l'ennemi est une considéré comme un prisonnier de guerre et est protégé contre la torture et les exécutions.

Malheureusement ce ne fut pas le cas à Chypre. Il existe des documents et des photographies montrant beaucoup de soldats grecs et chypriotes se rendant aux soldats turcs portant leur uniforme. Ils furent retrouvés exécutés. Jusqu'à maintenant, 300 cas sont connus, qui démontrent la violation des conventions de Genève ainsi que la convention des droits humains des Nations-Unies. De plus, environ 100 à 150 civils (pour la plupart des femmes et des enfants) qui se rendirent aux autorités turques furent également retrouvés exécutés.

Sans compter que certains corps, spécialement ceux des commandos et des soldats grecs, furent retrouvés avec des signes évidents de torture, une violation de plus des conventions de Genève. Ces documents furent établis lors d'examens forensiques par des Grecs, des Chypriotes et des comités de de vérification internationaux.

Pour terminer, il existe des documents issus de la Croix-Rouge, des organisations des droits humains et de reporters britanniques qui attestent le viol voire le viol collectif d'au moins 200 femmes par les soldats turcs ainsi que de nombreux incidents de pillages. Les documents mentionnés sont en possession des Nations-Unies.

La reconnaissance de la République chypriote par la Turquie. Depuis 1974, la Turquie ne reconnaît pas la République de Chypre. En conséquence, il n'existe aucun accord d'échange entre les parties et cela est devenue un source de mésentente entre la Turquie et l'Union européenne, spécialement maintenant que Chypre est dans l'Union européenne. La Grèce est en train de négocier la reconnaissance de Chypre et le commencement d'un accord commercial, afin que la Turquie puisse entrer dans l'Union européenne.

La protection de la souveraineté de la République de Chypre. Depuis que la Turquie ne reconnaît pas Chypre comme entité, elle a à plusieurs reprises violé ses eaux territoriales et sa FIR. Notamment durant le printemps 2011, dû à des recherches de pétrole en Chypre du Sud, la Turquie a intensifié ses provocations menant à une crise et à une quasi-guerre entre avec la coalition Grèce, Chypre, Israël.

En 1993, lors d'une démonstration pacifique, proche de la zone démilitarisée à Chypre, des membres turcs des Loups Gris attaquèrent et assassinèrent devant la caméra un Chypriote appelé Tasos Isaak. Cinq jours plus tard, son sousin, Solomontas Solomou, tenta de prendre le drapeau turc et fut abattu à nouveau devant les caméras par le chef actuel de la police chypriote turc, Erdal Emanet. Cela provoqua presque une guerre entre la Grèce et la Turquie et força la Grèce et Chypre à signer un accord mutuel de défense. En 2011, Israël signa le même type d'accord avec Chypre.

La Grèce soutient la souveraineté de Chypre et s'oppose à toute violation et provocation faite par la Turquie.